

Enjeux économiques et conflits armés à l'Est de la République Démocratique du Congo

[Economic issues and armed conflicts in the East of the Democratic Republic of Congo]

Sadiki Nyembo Lucien

Relations Internationales, Université de Likasi, RD Congo

Copyright © 2024 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The persistence of insecurity in the east of the DRC invites reflection. Discussions on the causes of this insecurity cannot be done without noting the importance of the economic issues. Entitled «Economic issues and insecurity in the East of the Democratic Republic of Congo», this article aims to demonstrate the impact of economic issues on the persistence of insecurity in the East of the DRC. We demonstrate in this article that the persistence of insecurity in the east of the DRC is explained by several causes, in particular the economic issues of Rwanda. This position is shared by many authors, notably Pierre Jacquemot who maintains that «the control of mines and exit circuits was, for Rwanda, a way of continuing the war in another form and of creating a base for accumulation of capital for a country without natural resources and landlocked. Also, numerous international reports, notably that of January 2014, question Rwanda's support for the M23 and the fraudulent transits of coltan and tin via Kigali. Military campaigns have so far brought mixed results. Therefore, a different approach that focuses on structural reforms is needed. These structural reforms must aim in particular at good governance, the improvement of socio-economic conditions, the revitalization of the judicial system, and the restructuring of the FARDC. It is with these structural reforms that the DRC can hope to have a strong, organized, disciplined army capable of protecting the integrity of the national territory.

KEYWORDS: Reforms, wealth, looting, persistence, insecurity, support, crisis.

RESUME: La persistance de l'insécurité à l'Est de la RDC invite à réfléchir. Les discussions sur les causes de cette insécurité ne peuvent se faire sans relever l'importance des enjeux économiques. Intitulé « Enjeux économiques et insécurité à l'Est de la République démocratique du Congo », cet article vise à démontrer l'incidence des enjeux économiques sur la persistance de l'insécurité à l'Est de la RDC. Nous démontrons dans cet article que la persistance de l'insécurité à l'Est de la RDC est expliquée par plusieurs causes, notamment les enjeux économiques du Rwanda. Cette position est partagée par certains auteurs, notamment Pierre Jacquemot qui soutient que « le contrôle des mines et des circuits de sortie a été, pour le Rwanda, une manière de continuer la guerre sous une autre forme et de créer une base d'accumulation du capital pour un pays sans ressources naturelles et enclavé ». Aussi, de nombreux rapports internationaux, notamment celui de janvier 2014, mettent en cause le soutien du Rwanda au M23 et les transits frauduleux de coltan et d'étain via Kigali. Les campagnes militaires ont pour le moment apporté des résultats mitigés. Par conséquent, une approche différente qui se concentre sur les réformes structurelles est nécessaire. Ces réformes structurelles doivent viser notamment la bonne gouvernance, l'amélioration des conditions socioéconomiques, la redynamisation du système judiciaire, et la restructuration des FARDC. C'est avec ces réformes structurelles que la RDC peut espérer avoir une armée forte, organisée, disciplinée et capable de protéger l'intégrité du territoire national.

MOTS-CLEFS: Réformes, richesses, pillage, persistance, insécurité, soutien, crise.

1 INTRODUCTION

L'Est de la République démocratique du Congo (RDC) est l'épicentre de l'instabilité qui règne dans la région des Grands lacs africains. L'origine de cette instabilité est à situer en 1996 lorsqu'éclate la guerre de libération menée et gagnée par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Zaïre (AFDL) conduite par Laurent-Désiré Kabila. Ce dernier a bénéficié d'un soutien militaire de certains pays voisins de la RDC, principalement le Rwanda et l'Ouganda. Le fil des événements ne tardera pas à démontrer que Paul Kagame et Yoweri Museveni avaient soutenu l'AFDL pour masquer leurs propres visées expansionnistes. Ayant constaté qu'ils ne pouvaient pas transformer le président Laurent-Désiré Kabila en une véritable marionnette, ils se sont décidés de s'en débarrasser. D'où la guerre d'agression et de pillage déclenchée le 2 août 1998 [1].

Alors qu'il est déstabilisé par les mouvements rebelles, Laurent-Désiré Kabila, appelé chaleureusement par les congolais « Mzee »¹, est assassiné le 16 janvier 2001 au Palais de marbre à Kinshasa. Il est remplacé par son fils Joseph Kabila Kabange avec lequel une ère nouvelle a été véritablement inaugurée sur le plan politique. Il entama les négociations avec les principaux chefs rebelles. A la fin de l'année 2006, les élections libres confirment Joseph Kabila à la tête du pays pour un mandat de 5 ans renouvelables une fois.

Au cours de la période électorale de 2006, un mouvement politico-militaire sous la présidence de Laurent Nkundabatware, plus connu sous le nom de Général Nkunda est créé. C'est le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP). Le CNDP était initialement un mouvement pour la défense des intérêts des rwandophones à l'Est de la RDC [2]. Le M23 qui déstabilise aujourd'hui la partie Est de la RDC est issu du CNDP qui a déposé les armes le 23 mars 2009, à la suite d'un accord de paix stipulant que ses soldats seraient intégrés dans la police et l'armée congolaises, tandis que l'aile politique du CNDP deviendrait un parti politique officiellement reconnu. Cependant, une faction au sein du CNDP a par la suite dénoncé la mauvaise application de l'accord et s'est transformée en un nouveau groupe rebelle connu aujourd'hui sous le nom du M23 [3]. Dans des documents signés le 12 décembre 2013 avec le gouvernement congolais, le M23 s'était engagé à mettre fin au conflit à l'Est de la RDC [4]. Mais depuis mars 2022, cette partie de la RDC est de nouveau affectée par des crises sécuritaires et humanitaires liées à la résurgence du M23.

Les discussions sur les causes de la persistance l'insécurité à l'Est de la RDC ne peuvent se faire sans relever l'importance des enjeux économiques. Intitulé « Enjeux économiques et insécurité à l'Est de la République démocratique du Congo », cet article vise à démontrer l'incidence des enjeux économiques sur la persistance de l'insécurité à l'Est de la RDC. Pour y arriver, nous allons en premier lieu faire un aperçu des conflits armés à l'Est de la RDC; en second lieu, il sera question des acteurs de l'insécurité à l'Est de la RDC; en troisième lieu, nous allons surfer sur l'incidence des enjeux économiques sur la situation sécuritaire à l'Est de la RDC; enfin, il sera question des perspectives d'avenir.

2 APERÇU DES CONFLITS ARMÉS À L'EST DE LA RDC

Théâtre de la « Première Guerre mondiale africaine », qui a mis aux prises sept États africains et fait au minimum 2 millions de victimes entre 1996 et 2002, la RDC est la clé de la stabilité de l'Afrique centrale » [5]. En 2007, un rapport de l'*Internal Rescue Committee* établit qu'il y a eu près de 5,4 millions morts liées à la guerre en RDC depuis 1998 [6]. Toutefois, cette guerre qui a débutée en 1996 n'est pas la seule guerre qu'a connue la RDC, en effet, depuis son indépendance, le pays est allé de guerres en guerres: celle de la résistance contre l'invasion belge (1960), celle contre les sécessions organisées de force pour vider l'indépendance de son contenu, celles pour la « Deuxième Indépendance » contre la domination néocoloniale exigée par la Guerre froide (1963-1965), celle contre la tentative d'usurpation de pouvoir par les mercenaires dirigés par Jean Schramme (1967), celles contre la dictature néocoloniale mobutiste (1967-1980; 1977-1978; 1992-1993; 1994-1995; 1996-1997); celle contre l'expropriation des terres par des nouveaux venus (1993-1996 à Masisi [...]), [7].

La guerre qui débute en 1996 est donc un conflit additionnel qui éclate en RDC, mais contrairement aux autres conflits, elle a lieu à un moment où l'État est affaibli. Cette guerre se termine brièvement en 1997 par la victoire de Laurent-Désiré Kabila qui détrône Mobutu Sese Seko. Laurent-Désiré Kabila prend sa place et renomme le Zaïre: RDC. La progression de l'AFDL est à l'origine de massacres de milliers de Hutu, qui seront qualifiés en 1997 de « massacres contre l'humanité » par l'ONU [8].

¹ Surnom donné à l'ancien président de la RDC Laurent Désiré Kabila, Mzee signifie littéralement « vieux » en swahili. Ce surnom a une connotation affectueuse en RDC. Il signifie « le sage ».

Il sied de noter que l'AFDL de Laurent Désiré Kabila a bénéficié d'un soutien militaire de certains pays voisins de la RDC, principalement le Rwanda et l'Ouganda. Ceux qui refusent de reconnaître cette réalité auront du mal à expliquer comment une coalition de quatre groupes de rebelles disparates formée le 18 octobre 1996 à Lemera, soit environ deux semaines après le déclenchement des hostilités par l'armée rwandaise, puisse se restructurer et s'organiser pour mener une campagne militaire victorieuse en un rien de temps, d'une part, et pourquoi, d'autre part, un officier militaire rwandais, James Kabarebe, devait prendre le commandement de la nouvelle armée nationale, les Forces armées congolaises (FAC). Le voile a été finalement et définitivement levé sur le rôle moteur du Rwanda dans la guerre de sept mois et le renversement de Mobutu par les déclarations du général Paul Kagame au journal américain le *Washington Post* en juillet 1997 et confirmées dans son entretien avec le professeur ougandais Mahmood Mamdani [9]. Même si la contribution de l'Angola sur le plan des opérations militaires proprement dites (la défaite des mercenaires à Kisangani, de la DSP à Lubumbashi et des hommes de l'Unita à Kenge) fut beaucoup plus importante, compte tenu de sa longue expérience en matière, un dispositif logistique considérable, les orgues de Staline et d'autres armes sophistiquées, l'initiative rwandaise visant la destruction des camps des réfugiés Hutu au Congo et, partant, les bases des ex-FAR et des *interahamwe* reste la clef de voûte de la marche victorieuse de l'AFDL vers Kinshasa [10].

Le fil des événements ne tardera pas à démontrer que Paul Kagame et le président ougandais Yoweri Museveni avaient soutenu l'AFDL pour masquer leurs propres visées expansionnistes. Ayant constaté qu'ils ne pouvaient pas transformer le président Laurent-Désiré Kabila en une véritable marionnette, ils se sont décidés de s'en débarrasser. D'où la guerre d'agression et de pillage déclenchée le 2 août 1998 [10]. Cette guerre a impliqué neuf pays africains et une trentaine de groupes armés, dont les forces Hutu qui rassemblent des Rwandais, des rebelles burundais, des Hutu congolais et les milices Mai-Mai, des autochtones qui se battent pour la défense de leur terre. Ces différents groupes souhaitent renverser les gouvernements Tutsi au pouvoir au Rwanda et au Burundi, et contrôler les ressources naturelles du Kivu. Malgré le cessez-le-feu de Gbadolite, les combats continuent dans la région du Kivu, essentiellement au Nord, et la région reste déchirée par les violences. Les milices Hutu et Tutsi sont coupables de nombreux crimes contre les civils [11].

Le 2 août 1998, Sylvain Buki, le commandant du 10^{ème} bataillon de l'armée congolaise basée à Goma, lance le premier un appel à l'insurrection. La radio diffuse pendant plusieurs heures son communiqué rendu en ces termes : « *Les provinces du Nord et du Sud-Kivu sont entrées dans une rébellion ouverte contre le Gouvernement de Laurent-Désiré Kabila. Nous, l'armée de la République Démocratique du Congo, avons pris la décision de démettre du pouvoir le président Laurent-Désiré Kabila* » [12]. Une nouvelle rébellion, soutenue par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi éclate en RDC, cette fois dressée contre Laurent-Désiré Kabila qu'ils avaient porté au pouvoir en mai 1997. La RDC était à nouveau dans une guerre civile, la deuxième, après celle de l'AFDL.

Alors qu'il est déstabilisé par les mouvements rebelles, Laurent-Désiré Kabila est assassiné le 16 janvier 2001 au Palais de marbre à Kinshasa. Il est remplacé par son fils Joseph Kabila Kabange. Avec l'avènement de Joseph Kabila Kabange à la magistrature Suprême, le 26 janvier 2001, une ère nouvelle a été véritablement inaugurée sur le plan politique. Il entama les négociations avec les principaux chefs rebelles. Au Dialogue inter-Congolais organisé à Sun City en Afrique du Sud sortira le principe d'un gouvernement de transition démarrée à partir du mois d'avril 2003 (un président et quatre vice-présidents) ainsi que le socle de la Constitution votée au Référendum populaire en 2005 et promulguée par le président de la République au mois de janvier 2006. Au courant de l'année 2006, les élections libres depuis 1966 confirment Joseph Kabila à la tête du pays pour un mandat de 5 ans renouvelables une fois.

Au cours de la période électorale de 2006, un mouvement politico-militaire sous la présidence de Laurent Nkundabatware, plus connu sous le nom de Général Nkunda est créé. C'est le CNDP qui était initialement un mouvement pour la défense des intérêts des rwandophones à l'Est de la RDC. A l'origine, de nombreux Hutu congolais ont rejoint les rangs du CNDP. Cependant, la tentative de créer une coalition rwandophone a échoué et depuis lors, le CNDP ne se présente plus de cette manière. Il est à présent de notoriété publique que Nkunda et son mouvement sont au service des intérêts de la minorité Tutsi (ou du moins d'une partie de ceux-ci) dans les Kivus. Nkunda tente même de créer une certaine paranoïa parmi la population Tutsi dans le Nord-Kivu. Dans ses discours, tracts et autres formes de communication politique, il fait constamment référence au passé violent contre les Tutsi et l'imminence d'un génocide [13]. Dans son manifeste politique de décembre 2006 [14], le CNDP formulait 8 objectifs principaux. Les plus importants sont les suivants :

- Mettre fin à la présence des groupes armés étrangers sur le sol congolais (avec un fort accent sur les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda, les FDLR);
- Le retour des réfugiés congolais de l'étranger;
- Une enquête indépendante des crimes de guerre commis sur le sol congolais entre 1998 et 2004;
- Un processus d'intégration alternatif pour les FARDC (différent du processus actuel de brassage);
- La fédéralisation de la RDC.

Si le CNDP s'est doté d'un programme et de quelques structures politiques (un bureau politique, un secrétariat exécutif, etc.), il demeurait avant tout une organisation militaire dont quasiment tous les membres ont un background militaire. Les troupes du CNDP étaient constituées des unités des anciennes 81^{ème} et 83^{ème} brigades au passé Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), avec le renfort des soldats démobilisés des Forces de Défense Rwandaises [15]. Au mois de janvier 2009, les officiers supérieurs du CNDP ont pris la décision de mettre fin à leur rébellion [16].

Le M23 est issu du CNDP qui a déposé les armes le 23 mars 2009, à la suite d'un accord de paix stipulant que ses soldats seraient intégrés dans la police et l'armée congolaises, tandis que l'aile politique du CNDP deviendrait un parti officiellement reconnu. Cependant, une faction au sein du CNDP a par la suite dénoncé la mauvaise application de l'accord et s'est transformée en nouveau groupe rebelle connu aujourd'hui sous le nom du M23 [17]. Dans des documents signés le 12 décembre 2013 avec le gouvernement de la RDC, le M23 s'était engagé à mettre fin au conflit dans l'Est de la RDC. Les trois documents réaffirmaient la dissolution du M23 en tant que groupe armé et précisaient les modalités de la démobilisation ainsi que la renonciation de ses membres à la violence pour faire valoir leurs droits [18].

Au mois de novembre 2021, il s'est observé la résurgence du Mouvement du 23 mars (M23). En mai 2022, les nouvelles avancées du groupe armé M23 ont considérablement accru les tensions, entraînant le déplacement de 214 000 personnes [19] et provoquant des fusillades et des tirs de missiles à la frontière entre la RDC et le Rwanda. Le commerce transfrontalier entre la RDC et l'Ouganda a également été interrompu, ce qui a conduit à l'arrêt des économies locales. Le 13 juin, le M23 s'est emparé de la ville frontalière de Bunagana [20]. Le 15 juin, des manifestations anti-Rwanda ont menacé d'éclater à Goma [21], avec des groupes de la société civile constatant le ciblage de Tutsi congolais et rwandais dans un climat de discours de haine croissant sur les médias sociaux [22]. Le 17 juin, la mort d'un soldat de la RDC à la frontière avec le Rwanda a déclenché de nouvelles manifestations [23]. La RDC a accusé le Rwanda de soutenir la résurgence des rebelles du M23, tandis que le Rwanda l'a accusé en retour de collaborer avec les FDLR. La rhétorique s'aggravant rapidement de part et d'autre, une escalade militaire entre les deux pays est apparue fin juin comme une possibilité distincte.

Depuis mars 2022, la RDC, en particulier dans sa province orientale du Nord-Kivu, est affectée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires liées aux conflits armés entre les structures militaires nationales de sécurité, notamment les Forces armées de la RDC (FARDC) et le Mouvement du 23 mars (M23). Ceci a conduit à diverses poches de tension dans plusieurs localités, dont certaines ont abouti au contrôle de localités et de territoires, notamment Rutshuru, par le M23 [24].

Après une apparente accalmie à la fin de l'année 2022, la situation sécuritaire est restée volatile tout au long du début de l'année 2023, marquée par une intensification des opérations militaires entre les Forces armées congolaises et les groupes armés du M23 qui se battent pour étendre leur contrôle sur d'autres territoires, notamment ceux de Masisi et de Lubero. Si la situation sécuritaire s'est améliorée dans certaines zones suite à une décision de « cessez-le-feu » et au retrait apparent du groupe armé M23 de certaines localités, l'impact des violences et la nécessité de se protéger continuent de provoquer de nouveaux déplacements préventifs, ainsi que des déplacements secondaires de populations fuyant les attaques contre diverses positions des FARDC et des combattants d'autodéfense dans le territoire de Masisi et de Rutshuru [24].

La situation sécuritaire volatile provoque des déplacements dans les zones marquées par la présence de groupes armés vers des communautés relativement calmes où les populations déplacées s'installent à la fois dans des centres collectifs, des sites et des villages d'accueil. Des vagues de retour dans certaines localités résultant d'une amélioration relative de la situation sécuritaire ont été observées dans le cadre de cette évaluation de crise menée par l'OIM du 11 au 20 mars 2023, en particulier dans les localités affectées par la crise [24].

L'incertitude entourant la résolution pacifique de ce conflit, qui dure depuis mars 2022, continue d'accroître les vulnérabilités des populations déplacées ainsi que des communautés d'accueil et d'alimenter les inquiétudes croissantes concernant une situation humanitaire déjà alarmante, et soulève des préoccupations justifiées concernant la diminution des ressources communautaires et l'insuffisance des réponses humanitaires face à l'ampleur de la crise.

3 LES ACTEURS DE L'INSECURITE À L'EST DE LA RDC

Les acteurs principaux de l'insécurité à l'Est de la RDC sont principalement les groupes armés rebelles. Le nombre des groupes armés dans cette région est évalué à plus au moins 19 groupes avec un effectif oscillant entre 7 et 17 000 combattants [25]. En raison de la fragmentation typique remarquée dans d'autres conflits prolongés, la mission de maintien de paix des Nations Unies a alerté sur la possibilité de « création de nouveaux groupes [26] ». Plusieurs de ces groupes sont des milices criminalisées qui profitent du trafic illicite des ressources naturelles de la région. Certains sont dirigés par des politiciens locaux et d'autres sont des forces d'autodéfense au service des communautés. Les objectifs, les alliances et le leadership parmi ces groupes sont ponctuelles, souvent opportunistes, très versatiles et parfois contradictoires. L'insécurité dans cette région est

également alimentée par des facteurs externes. Des milices opposées aux gouvernements du Burundi, du Rwanda, et de l'Ouganda sont basées à l'Est de la RDC, épicerie de l'insécurité dans la région des Grands Lacs africains [27].

Depuis quelques années, les groupes armés les plus actifs sur le territoire congolais sont le M23, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDRLR) et les Forces démocratiques alliées (ADF).

3.1 LE M23

Le Mouvement du 23 mars ou le M23 est issu du CNDP, qui a déposé les armes le 23 mars 2009, à la suite d'un accord de paix stipulant que ses soldats seraient intégrés dans la police et l'armée congolaises, tandis que l'aile politique du CNDP deviendrait un parti officiellement reconnu. Cependant, une faction au sein du CNDP a par la suite dénoncé la mauvaise application de l'accord et s'est transformée en un nouveau groupe rebelle. Ce dernier s'est fait connaître sous le nom de M23 en 2012. En plus de proclamer l'application des termes de l'accord de paix, le M23 prétend défendre les intérêts des minorités congolaises de langue Tutsi et Kinyarwanda. Dans le discours du M23, les doléances de ces minorités gravitent autour des menaces des milices Hutu et de l'inaptitude de l'État à les protéger. Malgré ces objectifs proclamés, le M23 a commis des violations des droits de l'Homme contre des civils, y compris des Tutsi, notamment lorsqu'il a occupé la capitale provinciale de Goma, au Nord-Kivu, en 2012. Il a fallu une action militaire conjointe des FARDC et de l'ONU pour vaincre le M23, entraînant la fuite des combattants vers le Rwanda et l'Ouganda [28].

Depuis sa défaite militaire en 2013, et à l'exception de quelques incidents mineurs, le M23 est resté en sommeil pendant près de dix ans, jusqu'à la fin de l'année 2021, date à laquelle le groupe a à nouveau intensifié ses attaques. En mars 2022, la violence s'est intensifiée lorsque le M23 a abattu un hélicoptère de l'ONU, tuant six soldats onusiens. En outre, le M23 a pris le contrôle de vastes parties du territoire de Rutshuru. Le raid sur la base militaire de Rumangabo en mai 2022 et la prise de la ville frontalière de Bunagana en juin, ont été les catalyseurs de la mainmise du M23 sur le Nord-Kivu. Si la première attaque a permis au M23 d'avoir accès à des armes de qualité militaire, la seconde opération a augmenté sa base de revenus grâce à la taxation illégale du commerce frontalier. Fin novembre 2022, le M23 s'est également emparé des groupements stratégiques de Kibumba et Buhumba, dans le territoire de Rutshuru. Cela leur a permis de couper la *Route Nationale 2*, une voie d'accès majeure à Goma. Par conséquent, certains craignent que leur contrôle des approvisionnements de Goma soit une première étape vers la reconquête de la ville [28].

Les objectifs du M23 se situent à l'intersection des intérêts de pouvoir locaux, nationaux et régionaux, comme l'a souligné, entre autres, le dernier rapport du groupe d'experts des Nations unies sur la RDC, qui explique en détail comment ce groupe rebelle est soutenu par le Rwanda [28].

3.2 LES FORCES DEMOCRATIQUES DE LIBERATION DU RWANDA (FDRLR)

Les FDRLR sont l'un des plus importants groupes armés étrangers opérant sur le territoire de la RDC. Défendant les intérêts des Hutu rwandais réfugiés en RDC et opposé à la présidence de Paul Kagame, il aurait pris la suite de l'Armée de Libération du Rwanda (ALIR) et compterait dans leurs rangs des responsables du génocide des Tutsi de 1994, ce que le groupe nie. L'objectif des FDRLR est de retourner au Rwanda et de renverser le régime du président Paul Kagame [29].

Actuellement, les FDRLR constituent le plus grand groupe armé présent dans les provinces du Kivu. Elles sont un mouvement politico-militaire provenant des ex-FAR (Forces Armées Rwandaises), des miliciens ex-Interahamwe et de civils Hutu qui ont fui l'offensive du Front Patriotique Rwandais (FPR/RPF) dans le Rwanda voisin en 1994. Les FDRLR sont le successeur de l'Armée de Libération du Rwanda (ALIR) qui est à son tour le successeur du Rassemblement pour le Retour des Réfugiés et la Démocratie au Rwanda (RDR). La composition des FDRLR est différente aujourd'hui de la composition des initiateurs du RDR en 1995. Si un noyau puissant du mouvement des FDRLR est toujours composé de Hutu impliqués dans le génocide de 1994, la grande majorité est innocente. Beaucoup d'entre eux sont des jeunes qui n'étaient encore que des enfants à l'époque du génocide rwandais. Le nombre exact des membres des FDRLR impliqués dans le génocide rwandais fait l'objet de débats [30].

Dans leur communication officielle, les FDRLR affirment qu'elles ne cherchent pas de solution militaire aux problèmes de la région [31]. Leur principale revendication est la création d'un dialogue inter-rwandais. Les FDRLR affirment qu'elles seraient prêtes à retourner au Rwanda si un tel dialogue avait lieu et que la sécurité était assurée. En attendant, chaque combattant peut pour lui-même décider s'il veut rentrer. En réalité, les soldats des FDRLR ne sont pas conscients des programmes de rapatriement existants – ils ne sont pas informés par leurs supérieurs – et ceux qui le sont ont trop peur pour désertir. Tout au long de leur histoire, les FDRLR ont connu plusieurs groupes dissidents qui ont quitté l'organisation principale en raison de certains désaccords. L'un d'entre eux, le Ralliement pour l'Unité et la Démocratie (RUD) est toujours actif et son nombre est suffisamment important que pour représenter un risque sécuritaire [32].

3.3 LES FORCES DEMOCRATIQUES ALLIEES (ADF)

De tous les groupes armés sévissant à l'Est de la RDC, les Forces démocratiques alliées ou ADF sont les plus meurtriers durant ces dernières années. D'origine ougandaise et affiliés à l'organisation État islamique, ces djihadistes qui mènent des attaques contre des civils continuent de sévir de la RDC jusqu'en Ouganda malgré l'action conjointe des forces armées des deux pays.

À l'origine, les Forces démocratiques alliées sont une coalition de groupes armés ougandais, dont le plus important était composé de musulmans, opposés au président ougandais Yoweri Museveni (président de la république d'Ouganda depuis 1986). Historiquement, cette rébellion tire sa lointaine inspiration de la secte Tabligh, née au début du XXe siècle dans une Inde sous domination britannique, rappelle le Groupe d'Etude sur le Congo (GEC) dans un rapport publié en novembre 2018. Les premiers membres des ADF appartenaient à cette secte, qui en Ouganda est parfois associée à un courant salafiste. Le chef des ADF Jamil Mukulu est né chrétien, se convertit à l'Islam, part étudier en Arabie saoudite à Ryad d'où il revient avec une vision militante de l'Islam. Il sera arrêté et emprisonné avec d'autres lors des luttes de pouvoir pour le contrôle des musulmans en Ouganda [33].

Après sa libération en 1994, Mukulu s'enfuit au Kenya tandis qu'un autre dirigeant de son mouvement, Yusuf Kabanda, part vers l'est du Congo où il s'allie avec un groupe rebelle laïc ougandais, l'Armée nationale pour la libération de l'Ouganda - la NALU. À l'est du Congo alors appelé Zaïre, l'alliance rebelle ougandaise ADF-NALU œuvre pour le maréchal congolais Mobutu contre un ennemi commun, le président ougandais Yoweri Museveni. À la chute de Mobutu en 1996, provoquée en partie par l'intervention de l'armée ougandaise, les rebelles ADF-NALU fuient et trouvent refuge dans les savanes autour de Béni [33].

Implantés sur le Territoire de Beni à l'est de la RDC, les ADF-NALU s'implantent localement et mènent des raids contre l'Ouganda. Dans les années 2000, les ADF perdent leur allié NALU démobilisé. Le groupe se radicalise et devient plus agressif contre les populations locales alors qu'il fait aux offensives des Forces armées congolaises. En représailles, les ADF commettent à partir d'octobre 2014 une série d'horribles massacres contre la population locale, rappelle le rapport du GEC, et plus de 500 personnes ont été massacrées dans le Territoire de Béni entre octobre 2014 et décembre 2016. À la suite de l'arrestation de Jamil Mukulu en 2015, un nouveau chef le remplace, Musa Seka Baluku. En 2019, les ADF prêtent allégeance à l'organisation État islamique qui revendique les attentats en désignant le groupe comme sa "Province d'Afrique centrale". À l'Est de la RDC, les ADF sévissent dans les provinces du Nord-Kivu ainsi que de l'Ituri frontalières de l'Ouganda et sont accusés d'avoir massacré des milliers de personnes [33].

Les ADF sont régulièrement des incursions meurtrières en Ouganda. L'attaque du lycée Lhubiriha à Mpondwe, marque cruellement la capacité des ADF de frapper en Ouganda lors d'une incursion, la deuxième depuis décembre 2022. Mais il s'agit de l'attaque la plus meurtrière depuis le double attentat à Kampala en 2010 qui avait fait 76 morts lors d'un raid revendiqué par le groupe islamiste des shebab, basé en Somalie. À la suite de l'attaque du lycée ougandais, les rebelles se sont repliés de l'autre côté de la frontière congolaise dans le parc des Virunga, la plus ancienne réserve naturelle d'Afrique mais aussi un repaire pour différentes milices.

3.4 LES GROUPES REBELLES BURUNDAIS

En dehors du M23, des FDLR, et des ADF, il faut signaler que des groupes rebelles burundais sévissent aussi à l'Est de la RDC. Les plus actifs sont le RED-FRONABU Tabora, les Forces nationales de libération (FNL) et le FPB (Les Forces populaires du Burundi).

La RED-FRONABU Tabara (Résistance pour un État de droit au Burundi) est considérée par la plupart des experts comme la branche armée du parti politique du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD) qui était représenté au Parlement jusqu'en avril 2017. Ce parti politique de l'opposition est présidé par Alexis Sinduhije. Si le mouvement est présent dans l'est de la RDC depuis 2011, la faction armée est très divisée entre la RED et le FRONABU. Selon un rapport de l'*International Crisis group* du 5 avril 2017, la Tabara est principalement composée de jeunes militants du MSD ayant fui les persécutions dans leur pays d'origine. La Tabara est populaire au Burundi mais manque de moyens opérationnels [34].

Les Forces nationales de libération du Burundi (FNL) sont présentes depuis une vingtaine d'années dans le Sud-Kivu et ont combattu dans la guerre civile burundaise pour la cause hutue. Même s'il est beaucoup moins actif qu'auparavant, le groupe a repris les armes depuis février 2013 après l'évincement de son chef historique, Agathon Rwasa. Celui-ci préside depuis un parti politique ayant gardé le même nom que la guérilla et représenté au Parlement burundais. Le groupe armé aujourd'hui commandé par un déserteur de l'armée burundaise, le colonel Nzabampema est placé sous la direction politique d'Isidore Nibise. Début 2016, les FNL comptaient 400 hommes établis dans les hauts plateaux et les plaines de la Ruzizi. Elles sont

essentiellement composées de Burundais provenant de la région de la forêt de Rukoko ou du camp de réfugiés de Lusenda, mais aussi de quelques déserteurs des forces armées burundaises [34].

Les Forces populaires du Burundi (FPB) ont été créées le 23 décembre 2015, sous le nom de FOREBU, avant de se rebaptiser ainsi en août 2017. Le groupe serait progressivement devenu le plus puissant des groupes rebelles burundais en RDC, selon le dernier rapport des experts des Nations unies. Le mouvement compterait entre 300 et 500 combattants, concentrés dans les territoires d'Uvira et de Fizi (Sud-Kivu). Il est principalement composé de déserteurs des forces armées et de la police burundaise. Néanmoins, pour renforcer ses effectifs, le groupe recrute des civils dans le camp de réfugiés de Lusenda. Le mouvement semble dépasser les clivages ethniques, puisque on y retrouve à la fois des Tutsi et des Hutu. S'il manque de relais dans la population burundaise, c'est lui qui posséderait les soldats les mieux formés [34].

4 L'INCIDENCE DES ENJEUX ÉCONOMIQUES SUR LA SITUATION SECURITAIRE À L'EST DE LA RDC

La persistance de l'insécurité dans la région des Grands Lacs africains est expliquée par plusieurs causes. Mais dans le cadre de cette étude, nous partons de la thèse selon laquelle la persistance de l'insécurité dans la région des Grands Lacs africains est alimentée par des enjeux économiques. A ce niveau, précisons que l'enjeu est l'objet que l'on veut acquérir, ne le possédant pas; mais alors celui qui le possède veut dans la plupart des cas le conserver et on lui impose ainsi, de l'extérieur, de considérer l'objet comme un enjeu. L'apparition d'un enjeu suscite celle du risque. Les dirigeants des Etats peuvent exprimer les espoirs ou les idéaux de leurs peuples, mais ces espoirs ne constituent pas en tant que tels ce on peut appeler à proprement parler des enjeux (*policy goals*). Ils ne deviendront des enjeux que si la décision est prise qu'il faut, pour leur réalisation, faire un effort national impliquant des sacrifices ou le risque de sacrifices. On pourra, de ce point de vue, définir le conflit comme « *les situations successives dans lesquelles deux ou plusieurs partenaires considèrent un objet comme un enjeu dont la possession (à acquérir ou à garder) mérite que l'on coure des risques* » [35]. Partant de la définition de l'enjeu susmentionnée, nous pouvons définir un enjeu économique comme l'objet économique que l'on veut acquérir, ne le possédant pas; mais alors celui qui le possède veut dans la plupart des cas le conserver et on lui impose ainsi, de l'extérieur, de considérer l'objet économique comme un enjeu économique.

Les ressources minières que regorge la partie Est de la RDC constituent des enjeux économiques pour certains pays de la région des Grands africains qui ne les possèdent pas. Elles attirent la convoitise de certains Etats voisins. Et le plus cité est le Rwanda. Cette position est partagée par certains auteurs, notamment Pierre Jacquemot qui soutient que « le contrôle des mines et des circuits de sortie a été, pour le Rwanda, une manière de continuer la guerre sous une autre forme et de créer une base d'accumulation du capital pour un pays sans ressources naturelles et enclavé. À présent, le Rwanda de Paul Kagamé, fort de ses réussites économiques, peut s'émanciper de ses deux rentes constitutives, celle de l'aide étrangère fondée sur la compassion et celle du secteur minier fondée sur l'exploitation du voisin » [36].

Notre thèse se vérifie par le soutien persistant du Rwanda aux rebelles du M23 et la quête ou la préservation illicite des ressources minières de sa part du Rwanda dans la partie Est de la RDC.

4.1 LE SOUTIEN DU RWANDA AUX REBELLES DU M23

Il est important de remonter les faits dans l'histoire afin de comprendre le contexte du soutien du Rwanda au M23. En effet, le chaos qui règne en RDC vers le début des années 1990 permet la prolifération de groupes rebelles qui n'ont aucune autre alternative économique et utilisent la violence pour obtenir de l'argent, le pouvoir politique et surtout le contrôle des ressources. Malgré les efforts fournis pour mettre en place des processus en vue de réguler le marché des minerais issus de zones en conflit, il reste un domaine lucratif pour les groupes rebelles qui; grâce aux bénéfices tirés peuvent acquérir des armes, du matériel militaire auprès de pays tiers fabricants et fournisseurs d'armes de guerre, et ce malgré l'embargo sur les armes [37].

C'est dans ces circonstances qu'en 1996, le Rwanda et l'Ouganda, soutenu par des puissances occidentales, se joignent à Laurent Désiré Kabila à la tête de l'AFDL, pour se débarrasser d'un ennemi en commun, le président Mobutu [38]. Le Rwanda et l'Ouganda, pendant l'ère de Mobutu, avaient vu s'accroître dans le pays voisin des menaces à leur sécurité nationale [39]. Au lendemain de la prise de pouvoir par l'AFDL, face à l'hostilité de la population congolaise envers les troupes rwandaises et ougandaises, l'alliance s'affaiblit et Monsieur Kabila est poussé à se défaire de ses alliés. Ce qui a comme conséquence, le déclenchement de la guerre de 1998 [40]. Bien qu'il soit difficile de prouver que le motif initial du Rwanda était l'exploitation des ressources congolaises, une fois sur le terrain, les troupes rwandaises ont bénéficié des opportunités sur place et une partie du profit généré de ces activités lucratives a été acheminée dans le budget de l'État rwandais [41]. Si les troupes rwandaises et ougandaises se sont officiellement retirées du Congo dans les années 2002, la présence de ces deux pays est cependant

toujours palpable dans l'Est du pays où elles soutiennent les groupes rebelles toujours dans le but de conserver les avantages financiers tirés de l'exploitation des ressources.

Dans un rapport récent au Conseil de sécurité, le groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC écrit que le Rwanda continue de supporter un des plus grands groupes rebelles en RDC, le M23: « Le Groupe d'experts a établi que le M23 a continué à recevoir un appui en provenance du Rwanda, le plus fréquemment sous la forme d'activités de recrutement, ainsi qu'il est indiqué plus haut, et d'approvisionnement en armes et munitions, en particulier au cours des périodes de combat. Le M23 a également reçu des renforts directs de soldats rwandais en août. Au cours des combats en octobre, des chars rwandais ont tiré en direction de la RDC, à l'appui du M23 » [42].

Officiellement, le M23 a été défait le 5 novembre 2013 par une opération conjointe entre la MONUC et l'armée congolaise. Néanmoins, à l'écriture de son rapport en janvier 2014, le groupe d'experts indique que le recrutement a continué à se faire au Rwanda [42]. Le rapport au Conseil de sécurité des Nations unies montrait en détail en 2012 que le M23 bénéficiait d'un soutien important militaire, financier et politique de la part de membres haut placés du gouvernement rwandais, y compris du ministre de la Défense et du chef d'état-major de la Défense du Rwanda [43]:

- assistance directe à la création du M23 à partir du territoire rwandais;
- recrutement effectué par les Forces rwandaises de défense pour le compte du M23;
- appui logistique des Forces rwandaises de défense au M23;
- implication directe de responsables rwandais de haut rang dans la mobilisation de l'appui au M23;
- appui direct fourni au M23 par des unités des Forces rwandaises de défense lors d'opérations en RDC;
- soutien au M23 par des officiels rwandais;
- soutien du Rwanda à des groupes armés et à des mutineries liées au M23;
- soutien du Rwanda à des personnes visées par les sanctions, notamment le général Bosco Ntaganda.

La RDC accuse son voisin le Rwanda de soutenir ces rebelles, ce qui est corroboré par des experts de l'ONU, les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux, bien que Kigali s'en défende. Félix Tshisekedi, président de la RDC, a accusé le 5 juin 2022 le Rwanda de soutenir le M23 [44]. La France et les États-Unis ont exprimé leurs inquiétudes face au soutien militaire continu du Rwanda au M23 et de la présence de soldats rwandais sur le territoire congolais [45].

4.2 LA QUETE OU LA PRESERVATION ILLICITE DES RESSOURCES MINIERES DE SA PART DU RWANDA DANS LA PARTIE EST DE LA RDC

La RDC regorge d'une multitude de ressources minières qui sont principalement situées à l'Est du pays où se sont enracinés les groupes rebelles que nous avons présenté précédemment. Les minerais qui se retrouvent en RDC ont une valeur particulière dans le monde contemporain, car ils sont utilisés dans l'industrie électronique notamment dans la fabrication de téléphones et d'ordinateurs portables, mais aussi dans les bijoux [46]. Parmi ces minerais, on retrouve « la cassitérite (minerai d'étain), le coltan (minerai qui permet d'obtenir un métal rare, le tantale), le wolframite (minerai de tungstène) et l'or ». L'uranium est également une ressource minière que l'on retrouve en RDC, « pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'uranium dans la bombe atomique larguée sur Hiroshima provenait d'une mine au sud-est du Congo ». Sans oublier le diamant qu'on retrouve également en RDC.

L'existence de racines économiques à la situation de violence qui prévaut dans le Congo oriental est avérée par de nombreux rapports [47]. Le dernier rapport date de janvier 2014 et met clairement en cause, d'une part, le soutien du Rwanda aux forces rebelles du M23 et, d'autre part, les transits frauduleux de coltan et d'étain *via* Kigali². Les deux observations ne sont pas explicitement reliées mais le pas est franchi par la plupart des analystes, comme Pierre Péan, qui reprend de larges extraits des rapports pour démontrer l'exploitation abusive dont est victime le Congo depuis vingt ans [48].

Depuis 2010, l'exportation de minerais (cassitérite, coltan et tungstène) est devenue la première source de rentrée de devises du Rwanda, dépassant pour la première fois l'exportation du thé. En 2013, les minerais représentaient 28 % du total des exportations [49].

Or, le Rwanda ne dispose pas des gisements de taille suffisante pour fournir une telle production. En fait, pendant des années, les minerais du Congo ont passé la frontière pour recevoir une étiquette au Rwanda. Une fois mis en fûts et chargés

² En janvier 2014, profitant de son statut de membre du Conseil de sécurité, le Rwanda a tenté de bloquer ce rapport portant des « accusations sur le soutien du Rwanda au M23 et le recrutement sur son sol de supplétifs combattant en RDC ».

dans un petit avion assurant la liaison avec Goma, ils sont majoritairement transférés à Kigali, plaque tournante du trafic, où ils peuvent trouver une légalité en devenant, après une première transformation, un « produit made in Rwanda ». Le corridor rwandais conduit ensuite à Mombasa et Dar es-Salaam, pour se poursuivre vers l'Europe, les Émirats arabes unis et, surtout, l'Asie³.

Tous les éléments constitutifs d'un véritable « modèle » d'économie de guerre sont réunis dans les Grands Lacs: une rente minière facile à mettre en valeur avec un faible investissement industriel – mais avec des coûts de sécurité élevés –, une main d'œuvre disponible et aisée à exploiter, un réseau commercial efficace, un mode d'accumulation simple reposant sur un système financier élémentaire, un réseau internationalisé de vente de minerais et un autre pour l'approvisionnement en armes.

Installé il y a vingt ans, ce modèle demeure, mais évolue. Les racines des conflits ne se résument pas à la seule rapacité autour des ressources minérales. Dans la longue durée, des enjeux démographiques, liés à l'occupation de l'espace dans les Grands Lacs, nourrissent les tensions ethniques, exacerbées par les haines accumulées depuis des décennies. Dans ce contexte, l'exploitation des ressources minières est plutôt un facteur aggravant, et la violence endémique qui règne dans les Grands Lacs est amplifiée par la militarisation de l'économie et la fraude massive.

En outre, il est important de signaler le décollage économique du Rwanda grâce aux rentes issues de l'exploitation minière de la RDC. Le contraste entre les trajectoires économiques du Rwanda et de la RDC est saisissant. Sensiblement identique à celui de la RDC en 1994, le revenu par tête du Rwanda est désormais 2,6 fois supérieur [50].

Au regard de ce qui précède, il y a lieu d'affirmer que la rente minière de la RDC a constitué la base de l'accumulation primitive du capital au Rwanda. L'on peut aussi affirmer que les enjeux économiques du Rwanda ont une incidence certaine sur la situation sécuritaire à l'Est de la RDC; et de manière générale, dans la région des Grands Lacs africains. C'est sur base de cette affirmation que nous nous permettons d'analyser les perspectives d'avenir.

5 LES PERSPECTIVES DE LA PAIX À L'EST DE LA RDC ET DANS LA SOUS-REGION DES GRANDS LACS AFRICAINS

Les différents gouvernements qui se sont succédé en RDC ont mis en avant une réponse militaire à l'insécurité à l'Est de la RDC. Citons notamment l'opération « Umoja Wetu » lancée 20 janvier 2009 par les armées rwandaise et congolaise et dont la double mission était de traquer les FDLR et neutraliser les derniers éléments fidèles à Laurent Nkunda; l'opération « Amani leo » menée par les FARDC à partir de janvier 2010 et dont l'objectif principal était de repousser les FDLR loin de la frontière avec le Rwanda, dans des forêts difficilement accessibles, afin de les couper de leurs ressources économiques (notamment l'exploitation illégale de mines); l'opération « Kimia II » lancée en mai 2009 par le gouvernement de la RDC avec le soutien de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour lutter contre la rébellion des FDLR dans l'Est du pays; etc.

En dépit de ces multiples opérations militaires, le constat que tout le monde peut faire est que l'Est de la RDC demeure une région instable et les différents groupes armés rebelles continuent de semer l'insécurité et de se livrer à des actes ignominieux. Les campagnes militaires ont donc pour le moment apporté des résultats mitigés et démontrent que seule la réponse militaire n'est pas suffisante. Par conséquent, une approche différente qui se concentre sur les réformes structurelles en RDC est nécessaire. Ces réformes structurelles doivent viser notamment la bonne gouvernance, l'amélioration des conditions socioéconomiques, la redynamisation du système judiciaire, et la restructuration des forces de défense et de sécurité (armée et police congolaises). C'est avec ces réformes structurelles que la RDC peut espérer avoir une armée forte, organisée, disciplinée et capable de protéger l'intégrité du territoire congolais.

Au niveau régional, il sied de noter que la position géographique de la RDC⁴ et l'immensité de son territoire l'oblige d'adopter d'autres mécanismes pouvant suppléer aux forces de défense et de sécurité. C'est notamment le renforcement de la politique de bon voisinage. Le *Good Neighbor policy* est une réalité nécessaire que la RDC doit entretenir afin d'assurer l'intégrité de son territoire. L'instabilité à l'Est de la RDC a remis en cause le principe de bon voisinage et a bouleversé la configuration géopolitique de la Région des Grands Lacs africains. S'il est vrai que l'intérêt national constitue l'enjeu par excellence pour un Etat et ce qui guide son action politique extérieure, et que c'est au nom de celui-ci que les Etats de la région

³ L'or de l'Ituri emprunte plutôt le corridor ougandais et celui du Sud-Kivu passe par le Burundi, où les droits de douane à l'exportation sont moins élevés qu'en RDC.

⁴ La RDC a des frontières avec neuf pays République du Congo, République Centrafricaine, Soudan du Sud, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Zambie, Angola.

des Grands Lacs africains n'hésitent pas à se faire la guerre, il est aussi vrai que les conflits armés constituent aussi une menace sérieuse à l'intérêt national d'un Etat. L'intérêt national peut donc aussi être protégé par la paix durable dans un environnement de stabilité. La RDC, en particulier, et tous les Etats de la région des Grands Lacs africains, en général, doivent placer la politique de bon voisinage au centre de leurs visions de politique étrangère. Cette approche est la déduction de la maxime « Paix dans le pays, paix dans le monde » définie par le grand leader Atatürk, fondateur de la République de Turquie. Le principe de « paix dans le pays, paix dans le monde » vise d'une part à établir la paix et la tranquillité intérieure, vivre en sécurité, et de l'autre, la paix, l'armistice et la sécurité internationale. Le principe en question est la base à la fois de la politique intérieure et extérieure. En outre, il s'ensuit que cette approche est la conséquence naturelle d'une responsabilité contemporaine et d'une vision humaniste de politique étrangère.

Toutefois, pour la RDC, la politique de bon voisinage ne doit pas exclure la redynamisation des FARDC. Pour paraphraser l'ancien Ministre congolais de la Défense nationale et des Anciens Combattants, Gilbert Kabanda Rukemba, « le Congo a du miel, de l'or et d'autres richesses. Si ce miel n'est pas protégé d'une certaine façon, même quelqu'un qui n'a pas vraiment envie de nuire au Congo pourra malgré tout être tenté ».

6 CONCLUSION

Dans notre article intitulé « Enjeux économiques et conflits armés à l'Est de la RDC », nous nous sommes fixés l'objectif d'analyser l'incidence des enjeux économiques sur la situation sécuritaire à l'Est de la RDC. Pour y arriver, nous avons en premier lieu fait un aperçu des conflits armés à l'Est de la RDC; en second lieu, il a été question des acteurs de l'insécurité à l'Est de la RDC; en troisième lieu, nous avons analysé l'incidence des enjeux économiques sur l'insécurité à l'Est de la RDC; en quatrième lieu, enfin, il a été question des perspectives de la paix à l'Est de la RDC.

Ce que nous pouvons retenir de cette étude est que la persistance de l'insécurité à l'Est de la RDC est expliquée par plusieurs causes, notamment les enjeux économiques du Rwanda. Cette position est partagée par certains auteurs, notamment Pierre Jacquemot qui soutient que « le contrôle des mines et des circuits de sortie a été, pour le Rwanda, une manière de continuer la guerre sous une autre forme et de créer une base d'accumulation du capital pour un pays sans ressources naturelles et enclavé. À présent, le Rwanda de Paul Kagamé, fort de ses réussites économiques, peut s'émanciper de ses deux rentes constitutives, celle de l'aide étrangère fondée sur la compassion et celle du secteur minier fondée sur l'exploitation du voisin ».

L'existence de racines économiques à la situation de violence qui prévaut à l'Est de la RDC est avérée par de nombreux rapports internationaux. Le dernier rapport date de janvier 2014 et met clairement en cause, d'une part, le soutien du Rwanda aux forces rebelles du M23 et, d'autre part, les transits frauduleux de coltan et d'étain via Kigali. Les deux observations ne sont pas explicitement reliées mais le pas est franchi par la plupart des analystes, comme Pierre Péan, qui reprend de larges extraits des rapports pour démontrer l'exploitation abusive dont est victime le Congo depuis vingt ans. Depuis 2010, l'exportation de minerais (cassitérite, coltan et tungstène) est devenue la première source de rentrée de devises du Rwanda, dépassant pour la première fois l'exportation du thé. Or, le Rwanda ne dispose pas des gisements de taille suffisante pour fournir une telle production. En fait, pendant des années, les minerais du Congo ont passé la frontière pour recevoir une étiquette au Rwanda. Une fois mis en fûts et chargés dans un petit avion assurant la liaison avec Goma, ils sont majoritairement transférés à Kigali, plaque tournante du trafic, où ils peuvent trouver une légalité en devenant, après une première transformation, un « produit made in Rwanda ». Le corridor rwandais conduit ensuite à Mombasa et Dar es-Salaam, pour se poursuivre vers l'Europe, les Émirats arabes unis et, surtout, l'Asie. Tous les éléments constitutifs d'un véritable modèle d'économie de guerre sont réunis dans les Grands Lacs africains. Ce qui confirme notre thèse selon laquelle les enjeux économiques du Rwanda ont un impact négatif sur la situation sécuritaire dans la région des Grands Lacs africains.

De ce qui précède, il y a lieu de noter que la sécurité à l'Est de la RDC et de manière générale dans la région des Grands Lacs africains passe par l'arrêt du soutien et de l'instrumentalisation des groupes rebelles sévissant dans la région des Grands Lacs africains par le Rwanda pour ses intérêts économiques. La sécurité dans cette région passe aussi par le dialogue entre les différentes parties impliquées dans la crise sécuritaire à l'Est de la RDC. C'est à juste titre que nous saluons et encourageons les efforts constants des dirigeants régionaux pour que les parties concernées mettent en œuvre les décisions de la feuille de route de Luanda et le processus de Nairobi. Mais ce processus ne peut aboutir sans la volonté politique des dirigeants de la région des Grands Lacs africains.

Mais au bout des comptes, ce que la RDC doit faire c'est reformer et renforcer son armée et la rendre capable de défendre le territoire national et décourager toute tentative extérieure qui aurait pour objectif de la déstabiliser pour bien contrôler ses ressources minières. Il s'agit là d'une option difficile à mettre en place à court terme, mais qui mérite une attention particulière des autorités congolaises. La RDC, à cause de ses richesses, va continuer l'objet de la convoitise abjecte des pays voisins. La RDC est un pays où les pays voisins, les multinationales, les grandes puissances, etc. viendraient se promener chaque fois qu'ils

éprouvent le besoin d'avoir accès aux matières premières à vil prix. « Le Congo a du miel, de l'or et d'autres richesses. Si ce miel n'est pas protégé d'une certaine façon, même quelqu'un qui n'a pas vraiment envie de nuire au Congo pourra malgré tout être tenté ». De là, la nécessité pour la RDC d'avoir une armée forte et de pratiquer la politique de bon voisinage. C'est avec des réformes structurelles que la RDC peut espérer avoir une armée forte, organisée, disciplinée et capable de protéger l'intégrité du territoire congolais.

REFERENCES

- [1] Nzongola-Ntalaja, G., « La guerre, la paix et la démocratie au Congo », *Journal of African elections*, Vol.2, n°1, p.5, 2003.
- [2] Nations Unies, *RDC: la MONUC salue la décision du CNDP de mettre fin à la rébellion*, 2009.
[Online] Available: <https://news.un.org/fr/story/2009> (10 janvier 2024).
- [3] Sabbe, B., *Pourquoi le M23 n'est pas un groupe rebelle comme les autres*, 2023.
[Online] Available: <https://ipisresearch.be/fr/weekly-briefing/pourquoi-le-m23-nest-pas-un-groupe-rebelle-comme-les-autres/> (12 janvier 2024).
- [4] Le Monde, *La RDC et le M23 signent un accord de paix*, 2013.
[Online] Available: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/12/la-rdc-et-le-m23-ont-signé-un-accord-de-paix-annonce-le-kenya_4333653_3212.html (05 février 2024).
- [5] Vircoulon, T., « République démocratique du Congo: la démocratie sans démocrates », *Politique étrangère*, n°3, p.569, 2006.
- [6] Internal Rescue Committee, *Mortality in the Democratic Republic of Congo: An ongoing crisis*, p.16.
[Online] Available: <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/661/2006-7congomortalitysurvey.pdf> (20 janvier 2024).
- [7] Wamba dia Wamba, E., *Le leadership et la stabilité politique en république démocratique du Congo*, p.4, 2005.
[Online] Available: <https://repositories.lib.utexas.edu/bitstream/handle/2152/4676/3762.pdf> (20 janvier 2024).
- [8] Vépierre, A., *L'Est de la RD-Congo déchiré par 22 ans de guerre*, 2016.
[Online] Available: <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/L'Est-RD-Congo-dechire-22-guerre-2016-08-15-1200782377> (20 janvier 2024).
- [9] Pomfret, J., « Rwandans Led Revolt In Congo », *Washington Post Foreign Service*, 1997.
[Online] Available: <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/longterm/congo/stories/070997.htm> (20 février 2024).
- [10] Nzongola-Ntalaja, G., *Art.cit.*, p.5.
- [11] Vépierre, A., *Art.cit.*
- [12] Thambwe Mwamba, A. (Dir.), *Traditions et perspectives de la diplomatie du développement en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, Gescom, 2010, p.41.
- [13] International Crisis Group, « Congo: Bringing Peace to North-Kivu », *Crisis Group Africa Report*, N°133, p.7, 2007.
- [14] Nkunda, L., *Condensé Cahier de Charges du CNDP*, décembre 2006.
- [15] Spittaels, S. et Hilgert, F., *Cartographie des motivations derrière les conflits: le cas de l'Est de la RDC*, p.6, 2008. [Online] Available: <https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2015/02/Cartographie-le-cas-de-lEst-de-la-RDC.pdf> (10 février 2024).
- [16] Nations Unies, *RDC: la MONUC salue la décision du CNDP de mettre fin à la rébellion*, 2009.
[Online] Available: <https://news.un.org/fr/story/2009> (10 février 2024).
- [17] Sabbe, B., *Art.cit.*
- [18] Le Monde, *Art.cit.*
- [19] Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), RD Congo, « Situation humanitaire dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo », *Rapport de situation #7*, 2022.
[Online] Available: <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/republiquedemocratique-du-congo-situation-humanitaire-dans-les-territoires-derutshuru-et-nyiragongo-rapport-de-situation-7-du-13-au-19-juillet-2022> (22 février 2024).
- [20] Sabiti, D. et Bujakera, S. « Congo rebels seize eastern border town, army blames Rwanda », *Reuters*, 2022.
[Online] Available: <https://www.reuters.com/world/africa/congo-rebels-seize-key-easternborder-town-local-activists-say-2022-06-13/> (22 février 2024).
- [21] Ilunga, P., « Goma residents threaten to cross into Rwanda to protest », *The East African*, 2022.
[Online] Available: <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/gomaresidents-threaten-to-cross-into-rwanda-to-protest-3849462> (22 février 2024).
- [22] Amnesty International, *RDC: L'escalade militaire avec le Rwanda est dévastatrice pour les civils*, 2022.
[Online] Available: <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/06/drc-militaryescalation-with-rwanda-devastating-for-civilians/> (22 février 2024).

- [23] Zane, D., «DR Congo soldier shot dead by Rwanda police», *BBC News*, 2022.
[Online] Available: <https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-61842635> (22 février 2024).
- [24] DTM, *Evaluation rapide de crise M23*, 2023.
[Online] Available: https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbd1461/files/reports/Crisis%20analyse%20M23%20_Mars%202023__0.pdf (25 janvier 2024).
- [25] Stearns, J., «List of Armed Groups in the Kivu», in *Congo Siasa*, 9 juin 2010.
- [26] Stearns, J., «New Armed Groups Appear in South Kivu», in *Congo Siasa*, 15 septembre 2011.
- [27] Minani Bihuzo, R., «Un chantier inachevé: Balise pour la paix dans les Grands lacs», *Bulletin de la sécurité africaine*, n°21, p.1, 2012.
- [28] Sabbe, B., *Art.cit.*
- [29] Jones, P. et Gardin, M., *Les FDLR affirment entamer leur processus de désarmement en RDC*, 2014.
[Online] Available: https://www.challenges.fr/monde/les-fdlr-affirment-entamer-leur-processus-de-desarmement-en-rdc_153522, (13 février 2024).
- [30] Spittaels, S. et Hilgert, F., *Art.cit.*, pp.10-11.
- [31] FDLR/FOCA, Les mesures de coercition à l'encontre des forces des FDLR dans le but de leur désarmement feront-elles fléchir la résistance armée contre le régime de Kigali ?, 2 décembre 2007.
- [32] Spittaels, S. et Hilgert, F., *Art.cit.*, pp.10-11.
- [33] Randrianarimanana, P., *Qui sont les rebelles ADF alliés à l'EI qui sèment la terreur en Afrique centrale ?*, 2023.
[Online] Available: <https://information.tv5monde.com/afrique/qui-sont-les-rebelles-adf-allies-lei-qui-sement-la-terreur-en-afrique-centrale-2649263> (01 février 2024).
- [34] Lobeze, C., *L'opposition armée burundaise: état et capacité d'influence sur le régime de Nkurunziza*, 2017.
[Online] Available: <https://www.grip.org/lopposition-armee-burundaise-etat-et-capacite-dinfluence-sur-le-regime-de-nkurunziza/> (14 février 2024).
- [35] Duroselle, J.-B., «La nature des conflits internationaux», *Revue française de science politique*, Vol. 14, N°2, pp.295-296, 1964.
- [36] Jacquemot, P., «Le Rwanda et la République démocratique du Congo. David et Goliath dans les Grands Lacs», *Revue internationale et stratégique*, vol.3, n°95, 2014, p.32.
- [37] Jacquemot, P. «Ressources minérales, armes et violences dans les Kivus (RDC)», *Hérodote*, vol.134, n°3, 2009, p.50.
- [38] Marriage, Z., *Formal Peace and Informal War: Security and Development in Congo*, New York, Routledge, 2016, p. 42
- [39] Prunier, G., «L'Ouganda et les guerres congolaises», *Politique africaine*, n°3, 1999, p.45.
- [40] Marriage, Z., *Op.cit.*, p. 51
- [41] Stein Sundstøl, E., *Op.cit.*, p.1102.
- [42] Lettre datée du 22 janvier 2014, adressée au Président du Conseil de sécurité par la Coordinatrice du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, S/2014/42 par.28.
- [43] Lettre datée du 26 juin 2012, adressée au président du Conseil de sécurité par le président du comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la république démocratique du Congo » [archive]. S/2012/348/Add.1, Conseil de sécurité, Nations Unies, 27 juin 2012.
- [44] TV5 Monde, *RD Congo: quels sont les véritables objectifs des rebelles du M23 ?*, 2023.
[Online] Available: <https://information.tv5monde.com/afrique/rd-congo-quels-sont-les-veritables-objectifs-des-rebelles-du-m23-1855579> (26 février 2024).
- [45] Nations Unies, RDC: les membres du Conseil de sécurité s'inquiètent des attaques contre les civils dans l'est du pays et misent sur les initiatives régionales», 2023. [Online] Available: <https://press.un.org/fr/2023/cs15334.doc.htm> (06 février 2024).
- [46] Cook, N., «Conflict Minerals in Central Africa: U.S and international Responses», in *Conflict Minerals: International Response and Sec disclosure rule*, New York, Nova Scotia Publisher, 2013, pp.6-7.
- [47] Nations unies, Rapport final du groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, New York, 13 février 2008, S/2008/43.
- [48] Péan, P., Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique, Paris, Fayard, 2010.
- [49] OCDE, Banque africaine de développement, PNUD et Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, *Perspectives économiques de l'Afrique*, Paris, éditions OCDE, 2013.
- [50] Jacquemot, P., «Le Rwanda et...», *Art.cit.*, p.39.